

Unité départementale du Bas-Rhin
14 rue du bataillon de marche n°24
BP 10001
67070 Strasbourg

Strasbourg, le 19/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/04/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ZSCHIMMER & SCHWARZ INTERPOLYMER

6 rue Marie Curie
ZA Sud
67160 Wissembourg

Code AIOT : 0006701929

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/04/2026 dans l'établissement ZSCHIMMER & SCHWARZ INTERPOLYMER implanté 6 rue Marie Curie ZA Sud 67160 Wissembourg. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ZSCHIMMER & SCHWARZ INTERPOLYMER
- 6 rue Marie Curie ZA Sud 67160 Wissembourg
- Code AIOT : 0006701929
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le site est une usine de fabrication de polymères.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Utilisation de PFAS	Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3, 4 et annexe I du règlement 2019/1021	Mise en demeure, respect de prescription	à l'échéance du 31 juillet 2026
4	Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 15.2	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Rejets aqueux de PFOS	Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32	Sans objet
3	Détection et alarme	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 15.1	Sans objet
5	Exercice incendie	Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 14.7	Sans objet
6	Rejets atmosphériques	AP Complémentaire du 12/07/2012, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La visite d'inspection a permis de constater l'utilisation par l'exploitant d'un émulseur référencé UNISERAL A106 A4P contenant des substances de la famille des PFAS. Les analyses transmises mettent en évidence une concentration en PFOS de 15 mg/kg, soit une valeur supérieure au seuil réglementaire de 0,025 mg/kg fixé par le règlement (UE) 2019/1021.

L'exploitant indique avoir engagé un projet de remplacement de l'ensemble des émulseurs contenant des PFAS présents sur le site, avec une substitution prévue d'ici fin juillet 2026. Dans l'attente de cette substitution, il est tenu de renforcer les mesures de lutte contre l'incendie mises en œuvre durant la phase transitoire de remplacement des émulseurs.

L'inspection a également permis de constater la conformité des rejets d'eaux pluviales vis-à-vis du paramètre PFOS, ainsi que la conformité des rejets atmosphériques au regard des paramètres contrôlés.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Utilisation de PFAS

Référence réglementaire : Règlement européen du 20/06/2019, article Article 3, 4 et annexe I du règlement 2019/1021
Thème(s) : Produits chimiques, PFAS
Prescription contrôlée : Article 3 : 1- La fabrication, la mise sur le marché et l'utilisation des substances qui figurent sur la liste de l'annexe I soit en tant que telles, soit dans des mélanges, soit dans des articles, sont interdites, sous réserve de l'article 4 [...]

<p>Article 4 :</p> <p>1. L'article 3 n'est pas applicable dans les cas suivants: [...]</p> <p>b) lorsqu'il s'agit d'une substance présente dans des substances, mélanges ou articles sous forme de contaminant non intentionnel à l'état de trace, tel que précisé dans les entrées pertinentes des annexes I et II</p> <p>Annexe I : Partie A</p> <p>1. Aux fins de cette entrée, l'article 4, paragraphe 1, point b), s'applique aux SPFO en concentration égale ou inférieure à 0,025 mg/kg (0,001 % en masse) dans des substances ou des mélanges.</p>
<p>Constats :</p> <p>Par sondage, l'inspection a constaté que l'exploitant détient un émulseur référencé UNISERAL A106 A4P.</p> <p>L'exploitant a transmis le rapport d'analyse référencé AR-26-IX-061144-01 relatif aux liquides issus de cet émulseur. Les analyses réalisées le 18/03/2026 mettent en évidence une concentration en acide sulfonique de perfluorooctane (PFOS) de 15 mg/kg, supérieure au seuil de 0,025 mg/kg fixé à l'annexe I du règlement (UE) 2019/1021.</p> <p>En conséquence, cette substance ne peut être considérée comme un contaminant non intentionnel à l'état de trace au sens de l'article 4, paragraphe 1, point b) du même règlement, et demeure donc soumise à l'interdiction prévue à son article 3.</p> <p>L'exploitant indique qu'une démarche de substitution des émulseurs contenant des substances de la famille des PFAS est engagée. Il précise que tous émulseurs contenant des PFAS feront l'objet d'un remplacement d'ici fin juillet 2026.</p> <p>Toutefois, dans l'attente de cette substitution, l'exploitant demeure en situation de non-conformité au regard des dispositions contrôlées.</p> <p>En cas d'incendie, il existe aujourd'hui un risque sérieux de pollution des eaux et des sols.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : à l'échéance du 31 juillet 2026</p>

N° 2 : Rejets aqueux de PFOS

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux</p>
<p>Prescription contrôlée : [...]</p> <p>4 - Autres substances dangereuses entrant dans la qualification de l'état des masses d'eau</p> <p>Par ailleurs, pour toutes les autres substances susceptibles d'être rejetées par l'installation, les eaux résiduaires rejetées au milieu naturel respectent les valeurs limites de concentration suivantes : [...]</p> <p>Acide perfluorooctanesulfonique et ses dérivés* (PFOS) (45298-90-6 ; 6561) ≤ 25 µg/l</p> <p>[...]</p>

Constats :

L'exploitant indique ne pas générer de rejets liquides autres que des eaux pluviales.
Il a transmis les résultats d'analyses portant sur ces eaux pour certains composés de la famille des PFAS, dont l'acide perfluorooctanesulfonique (PFOS). Les analyses ont été réalisées le 12/02/2025 au niveau du dernier regard du séparateur avant rejet dans le réseau communal.
La concentration mesurée en PFOS est de 0,043 µg/l, valeur inférieure à la limite de 25 µg/l fixée par la prescription.
L'inspection ne relève pas d'autre observation sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 3 : Détection et alarme****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 15.1**Thème(s) :** Risques accidentels, Sécurité incendie**Prescription contrôlée :**

Les locaux comportant des risques d'incendie ou d'explosion sont équipés d'un réseau permettant la détection précoce d'un sinistre.
Tout déclenchement du réseau de détection entraîne une alarme sonore et lumineuse localement et au niveau d'un point spécialisé à l'intérieur de l'établissement (PC, poste de garde...) ou à l'extérieur (société de gardiennage...).

Constats :

Une vérification annuelle du système de détection et d'alarme incendie est réalisée par un prestataire extérieur.
Le dernier rapport d'intervention n° 03869859-001 en date du 22/05/2025 a été transmis à l'inspection.
Ce rapport conclut au bon fonctionnement de l'installation.
Au vu des éléments transmis, l'inspection ne formule pas d'observation particulière sur ce point.

Type de suites proposées : Sans suite**N° 4 : Moyens de lutte contre l'incendie****Référence réglementaire :** Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 15.2**Thème(s) :** Risques accidentels, Sécurité incendie**Prescription contrôlée :**

L'installation est pourvue d'équipements de lutte contre l'incendie adaptés aux risques et conformes aux réglementations en vigueur, et entretenus en bon état de fonctionnement, en particulier :

- d'un réseau d'extinction automatique adapté aux caractéristiques des produits stockés ;
- d'extincteurs répartis judicieusement à l'intérieur des locaux ;
- d'un réseau d'eau incendie maillé ou d'une réserve d'eau permettant d'alimenter avec un débit suffisant des poteaux d'incendie normalisés, des robinets d'incendie armés, des prises d'eau ou de tous autres matériels fixes ou mobiles situés à l'extérieur des bâtiments. L'ensemble du réseau doit pouvoir fonctionner normalement en période de gel ;

<p>- d'une réserve d'émulseurs, de sable meuble et sec et de pelles.</p> <p>L'exploitant doit tenir à disposition de l'inspection des installations classées les justificatifs des moyens retenus dans cet article.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique avoir engagé la substitution des émulseurs contenant des PFAS. La livraison des nouvelles installations est prévue en juin 2026.</p> <p>Les installations contenant des PFAS seront démontées puis entreposées dans l'attente de leur élimination.</p> <p>Selon l'exploitant, une durée d'environ trois semaines est nécessaire pour la mise en place des nouvelles installations. Durant cette phase transitoire, l'exploitant prévoit de renforcer les moyens de lutte contre l'incendie existants (RIA, rondes de surveillance, ...). Il est de sa responsabilité de définir rigoureusement et mettre en œuvre les mesures adaptées au besoin en se faisant assister par un organisme compétent.</p>
<p>Type de suites proposées : sans suite</p>

N° 5 : Exercice incendie

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/07/1999, article 14.7</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Prévention incendie</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...]</p> <p>Le personnel est formé à l'utilisation des équipements qui lui sont confiés et des matériels de lutte contre l'incendie. Des exercices périodiques mettant en œuvre ces consignes doivent avoir lieu tous les 12 mois, les observations auxquelles ils peuvent avoir donné lieu sont consignées sur un registre tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant indique organiser des exercices périodiques ainsi que des actions de formation relatives au risque incendie, portant notamment sur les moyens de protection et les dispositifs de lutte associés.</p> <p>À ce titre, il a transmis à l'inspection le compte rendu d'un exercice incendie-évacuation réalisé le 01/07/2025. Cet exercice met en évidence un déroulement globalement satisfaisant : l'alarme a été perçue par l'ensemble du personnel présent sur le site et l'évacuation a été effectuée dans un délai rapide (3 minutes). Des axes d'amélioration ont toutefois été identifiés, notamment en ce qui concerne la gestion du comptage des personnes présentes, en particulier pour les entreprises extérieures.</p> <p>Par ailleurs, un document d'émargement relatif à une causerie sécurité du 04/04/2025, portant sur le plan de défense incendie, a été transmis. Celui-ci atteste de la sensibilisation du personnel aux dispositions de ce plan.</p> <p>Au vu des éléments transmis, l'exploitant justifie de la réalisation d'exercices périodiques ainsi que de la mise en œuvre d'actions de formation et de sensibilisation du personnel à la gestion du risque incendie.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Rejets atmosphériques

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/07/2012, article 2			
Thème(s) : Risques chroniques, Air			
Prescription contrôlée :			
Les effluents gazeux rejetés à l'atmosphère doivent respecter les valeurs maximales suivantes avant toute dilution :			
Nature de l'installation / Identification de l'émissaire	Paramètres	Concentration mg/Nm³	Flux g/h
Oxydation thermique	C.O.V à l'exclusion du méthane	50	10
Évent de la cuve de mélange	Zinc	20	2,5
[...]			
Constats :			
<p>L'exploitant a transmis le dernier rapport de mesures des rejets atmosphériques daté du 28/04/2026, relatif à des mesures réalisées le 12/02/2026.</p> <p>Les résultats indiquent que :</p> <p>Pour l'oxydateur thermique aval, les concentrations en :</p> <ul style="list-style-type: none">- COVT sont de 2,7 , 0,83 , 1,2 mg/Nm³₀ Ind C, avec une moyenne de 1,6 mg/Nm³₀ Ind C et un flux moyen de 1,1 g/h ;- CH₄ sont de 5,6 , 2,6 , 2,5 mg/Nm³₀ eq CH₄, avec une moyenne de 3,6 mg/Nm³₀ eq CH₄ et un flux moyen de 2,4 g/h ;- COV NM sont indiqués à 0 mg/Nm³₀ Ind C et 0 g/h. Conformément à la méthode XP X 43-554 mentionnée dans le rapport, les COV NM sont déterminés à partir des mesures de COV totaux et de méthane. Les valeurs calculées des COV NM apparaissent négatives et ont été ramenées conventionnellement à 0. <p>Pour l'évent de la cuve de mélange, la concentration en zinc est de 1,103 mg/Nm³ avec un flux de 0,62 g/h.</p> <p>Au vu des éléments transmis, les rejets atmosphériques sont conformes aux valeurs limites applicables pour les paramètres contrôlés.</p>			
Type de suites proposées : Sans suite			
